

# Zemmour dégainé ses

Invité dans le nouveau studio du Groupe Nice-Matin, le candidat a longuement abordé hier ses thèmes favoris... et les autres.

Une présidentielle rythmée par les petites phrases, exsangue de propositions, privée de débats de fond... Ce constat déprimant n'a rien d'inéluctable. Parce que chaque (é)lecteur a le droit de s'informer pour former son choix, parce que l'abstention naît aussi des simplifications, le Groupe Nice-Matin ouvre ses colonnes et ses sites aux prétendants à l'Élysée.

Présent jusqu'à ce soir dans les Alpes-Maritimes, Éric Zemmour a décliné ses propositions dans notre nouveau studio. Le candidat d'extrême droite a abordé ses thèmes de prédilection – insécurité, immigration –, mais aussi des sujets sur lesquels il était moins attendu : l'éducation, l'économie, l'Europe, la loi SRU... A-t-il toujours dit la vérité ? Après la retranscription de ses principales interventions, nous vous proposons un décryptage pour démêler le vrai du faux. Chacun pourra apprécier, à cette aune, la pertinence de ses propos et la crédibilité de ses propositions.

Propos recueillis par Denis CARREAUX [dcarreaux@nicematin.fr](mailto:dcarreaux@nicematin.fr) et Lionel PAOLI [lpaoli@nicematin.fr](mailto:lpaoli@nicematin.fr)

## Vaccin, carburant, Ukraine : l'actualité à la sulfateuse

La levée progressive des restrictions sanitaires, dévoilée avant-hier soir par Jean Castex, fait bondir Éric Zemmour : « Je trouve que le gouvernement fait n'importe quoi. Il y a quelques jours à peine, il affolait la population, il menaçait tout le monde. C'était apocalyptique... Et là, on nous explique qu'on va alléger les contraintes ? Ces gens sont ridicules ! Emmanuel Macron a utilisé cyniquement, politiquement, ce virus pour détourner le cours de la présidentielle. Ce pass vaccinal est ridicule. Sans parler du prix que cela coûte à la Sécurité sociale. » Et de préciser : « Moi, en décembre, je préconisais déjà des mesures pérennes. Il faut offrir ce vaccin à ceux qui en ont vraiment besoin, sans l'imposer, et laisser vivre les autres. C'est ce qu'on va finir par faire. Les Français ne sont pas débiles ; ils réfléchissent. » Ils souffrent également de l'inflation du prix des carburants. Le candidat propose que

les employeurs prennent en charge 50% de la facture d'essence. « Certains patrons l'ont déjà fait, pointe-t-il. C'est une mesure d'équité par rapport à ceux qui, dans les métropoles, ont une partie de leur abonnement au métro remboursé. Cela va de pair avec des tas de mesures que je veux prendre, par ailleurs, pour alléger les charges des employeurs. » L'ancien journaliste observe d'un œil très critique l'action de l'Europe, alors que Russes et Américains se sont retrouvés hier pour tenter de résoudre la crise ukrainienne. « Cette affaire prouve d'abord l'échec d'Emmanuel Macron et de l'Union européenne, grince-t-il. L'autonomie stratégique, la défense européenne, ce sont des chimères qui n'existent pas. Dans la réalité, il n'y a pas de nation européenne, il n'y a pas de peuple européen, et donc il n'y a pas d'Europe. D'autre part, il est scandaleux de menacer la Russie en utilisant l'Ukraine. »



## « Moi, je suis le candidat de la paix et de la tranquillité »

Éric Zemmour n'a pas de mots assez forts pour qualifier ceux qui manifestent contre lui : « C'est la racaille d'extrême gauche appelée antifa qui tente de menacer mes déplacements. Ils détruisent tout, attaquent les policiers, veulent me faire la peau. Je trouve cela scandaleux ! Pourquoi M. Darmanin ne les enferme-t-il pas ? Ces gens-là sont des délinquants. Ce n'est pas ma campagne qui est violente : moi, je suis le candidat de la paix et de la tranquillité. »

Au niveau de la collecte des 500 parrainages, indispensables pour pouvoir se présenter, l'ex-polémiste se dit « optimiste ». « Il y a encore quinze jours, j'étais inquiet, confesse-t-il. Mais depuis l'arrivée de mon ami Guillaume Peltier [transfuge de LR, Ndlr], des maires se mobilisent. Certains me soutiennent, d'autres trouvent simplement logique que je puisse me présenter. Aujourd'hui, on approche des 400 promesses. »

L'ancien journaliste plaide pour l'union des droites, entravée par la « jobardise de la droite dite républicaine [qui] quémande auprès de la gauche, comme un susucré, [sa reconnaissance] s'ils sont sages ». Au sein de cette union, Marion Maréchal aurait « toute sa place », souligne-t-il. Éric Ciotti ? « Il a fait campagne avec mes idées. Il faut que [ses électeurs] rentrent à la maison, c'est-à-dire chez moi. » Et David Lisnard ? Un sourire : « Je l'aime beaucoup ! »

## Les « vérités » du candidat : on démêle le vrai du faux

■ **Pétain** : pour avoir déclaré en 2019 que le maréchal a « sauvé les juifs français [...] à 95 ou 100 % », Éric Zemmour est poursuivi devant la cour d'appel de Paris. Il est accusé de contestation de crime contre l'humanité (1). « Je sais que j'ai raison historiquement », a-t-il répété hier. Il a pourtant factuellement tort : il y avait en France, en 1940, 340 000 juifs, dont environ 150 000 étrangers. Quelque 76 000 juifs ont été déportés. Parmi ces derniers, près de 25 000 Français, dont plusieurs milliers d'enfants. Pour l'immense majorité des historiens, dont le directeur de recherche au CNRS Laurent Joly, les juifs français qui ont échappé aux camps de la mort ont été sauvés malgré les lois de Vichy, et non grâce à elles.

■ **Apprentissage de la lecture** : « Il

faut rétablir la méthode syllabique ». Cette méthode, basée sur un apprentissage associant les lettres de l'alphabet aux syllabes qu'elles forment n'a jamais été abandonnée. Son usage a même été recommandé, en juin 2017, par le ministre de l'Éducation. La « méthode globale », qui encourage les élèves à mémoriser les mots, a eu le vent en poupe de 1975 à 1985. Elle n'est plus enseignée de façon stricte depuis une vingtaine d'années.

■ **Maîtrise de la lecture et de l'écriture à l'entrée en sixième** : Éric Zemmour a répété que « 30 % des élèves entrant au collège ne savent ni lire ni écrire ». Ce chiffre est inexact, mais pas si loin de la réalité. « Plus de 20 % des élèves ne maîtrisent pas les savoirs fondamentaux à la fin de l'école primaire », peut-on lire sur le

site du ministère de l'Éducation nationale. Selon une étude de la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance de 2015, à l'entrée en 6<sup>e</sup>, « un élève sur cinq a des difficultés liées à la connaissance de mots du langage courant ». Un chiffre stable depuis 2007.

■ **Peines plancher** : « Elles ont existé dans le Code [pénal] jusqu'en 1994 », assure Éric Zemmour. En fait, les peines fixes instaurées en 1791 ont été remplacées par des peines souples dès 1810. Comprises entre un maximum et un minimum, elles n'avaient qu'un caractère indicatif : le juge conservait la faculté d'adapter la sanction au profil du délinquant. Le système des minima de peines strictes, auquel un juge ne peut déroger, a été réintroduit en droit français par la loi du 10 août 2007.

■ **Durée des peines** : « Aujourd'hui, le maximum, c'est dix-huit ans de prison ». Faux : la peine maximale de prison en France est la réclusion criminelle à perpétuité assortie d'une période de sûreté de 30 ans. Les réductions de peine ne peuvent concerner ces trente années. Elle n'est prononcée que pour les crimes les plus graves (meurtres de mineur de moins de 15 ans, de policier ou de magistrat...) La « véritable perpétuité » réclamée par le candidat, l'emprisonnement jusqu'à la mort, n'existe pas dans notre pays.

■ **Nombre d'étrangers dans les prisons françaises** : Éric Zemmour s'indigne de la présence de « 25 % d'étrangers » dans les établissements carcéraux. C'est (presque) exact : les données du ministère de la Justice indiquent qu'en avril 2020, il y

avait 65 000 détenus dans les prisons françaises, dont 23,5 % n'ayant pas la nationalité française, alors qu'on ne compte que 7 % d'étrangers dans la population. Des chiffres à prendre avec un certain recul. D'après les travaux de Virginie Gautron, maître de conférences en droit pénal et sciences criminelles à l'université de Nantes, pour un même délit, un étranger a cinq fois plus de risques d'être placé en détention provisoire et huit fois plus de risques d'être condamné à de la prison ferme. Selon elle, la justice chercherait ainsi à éviter que des prévenus étrangers lui échappent en fuyant vers un autre pays. L. P. 1. Il a été relaxé en 1<sup>re</sup> instance, le tribunal estimant que ses propos avaient été prononcés « à brûle-pourpoint lors d'un débat ». La cour d'appel rendra son jugement après la présidentielle.





# Vérités sur un plateau



Eric Zemmour était, hier matin, le premier invité du nouveau studio du Groupe Nice-Matin. (Photos François Vignola)

## Éducation : un retour aux méthodes « traditionnelles »

Les études internationales le démontrent : le niveau des élèves français ne cesse de baisser. Qu'est-ce qui cloche à l'école ?

« Avec le grand remplacement <sup>(1)</sup>, c'est l'une des questions qui hantent le plus nos concitoyens, assure le candidat. Nous avons adopté depuis quarante ans les méthodes des pédagogistes, qui refusent toutes les méthodes traditionnelles au nom d'un prétendu sacro-saint droit de l'enfant à façonner ses propres savoirs. C'est une bêtise ! Il faut rétablir la méthode syllabique, les dictées, le calcul mental, avec un enseignant qui fait cours ex cathedra et transmet son savoir. »

Eric Zemmour s'insurge contre « la propagande que nous avons laissée entrer à l'école ». Il cible les « lobbies, les idéologues qui endoctrinent nos enfants : SOS Homophobie, SOS Méditerranée... Moi Président, ils ne mettront plus le bout du doigt de pied à l'école ! Cette propagande se répand aussi dans les livres scolaires. Moi Président, je menacerai ces éditeurs qui font leur propagande antiraciste, LGBT ou féministe. Je pense que ça les fera réfléchir et qu'ils s'aligneront sur

le programme que je désire. »

L'ancien journaliste plaide pour le retour de la discipline. « Je rétablirai les surveillants généraux à la place des CPE, qui n'ont plus un rôle d'autorité et de sanction. Et, pour les cas les plus durs, je créerai des internats de réinsertion. » L'ex-star de CNews assume sa volonté de « regrouper les élèves qui, en sixième, ne maîtrisent pas les fondamentaux ». Il rétablit le certificat d'études primaires, supprime le collège unique et réinstalle les classes de niveaux. Ces dernières ont « défavorisé tout le monde », accuse-t-il. Et de réaffirmer : « L'insertion à tout prix, qui consiste à mettre des enfants handicapés dans des classes ordinaires, peut nuire à ces enfants et aux autres. Cela ne veut pas dire qu'on va les exclure systématiquement. Ce que je refuse, c'est l'injonction idéologique et l'hypocrisie d'une inclusion qui permet surtout de faire des économies ! »

1. Cette théorie du complot d'extrême droite, introduite en 2010 par l'écrivain Renaud Camus, affirme qu'il existerait en France un processus de substitution de la population française et européenne par une population non européenne.

## Tac au tac

► Sur son rapport à la Côte d'Azur : « Je suis un enfant de la

Méditerranée. Face à la mer, je me sens bien. Je suis chez moi ici ! »

► Sur ses propos sur Pétain qui aurait « sauvé les juifs français » et lui valent un procès en appel : « Je maintiens toujours mes propos

et je sais que j'ai raison historiquement. On voit bien que la justice est instrumentalisée par les associations, par le pouvoir. On veut me refaire le coup de François Fillon et voler l'élection aux Français. »

► Sur l'Europe : « Parce que nous ne voulons pas lâcher la main de l'Allemagne, comme un enfant apeuré, nous nous soumettons aux États-Unis. »

► Sur les ralliements d'élus LR ou RN : « Ils ne vont pas le dire, mais je sais qu'à l'intérieur de ces partis, ça gamberge sec et ça s'affole sec ! »

► Sur la loi SRU : « Cette loi, qui oblige toutes les communes à construire 25 % de logement social, répand les ravages de l'immigration ! Tous les problèmes qu'il y a dans les métropoles, on les déverse dans les petites villes : les racailles, les caïds de la drogue, les kebabs, etc. »

► Sur Jacques Médéric : « Au-delà des problèmes qu'il a eu avec la justice, c'était un grand maire bâtisseur. La prospérité de la ville de Nice repose toujours sur sa vision. »

## Immigration et insécurité : « Macron et Pécresse trompent les Français ! »

Réagissant à la multiplication des caméras de vidéosurveillance dans des villes comme Nice, Eric Zemmour est catégorique : « Ce n'est pas ça qui va résoudre les problèmes. Et on n'a pas besoin de davantage de policiers ; on a besoin de moins de délinquants. Et pour avoir moins de délinquants, il faut avant tout avoir moins d'immigration. Ceux qui, comme M. Macron ou M<sup>me</sup> Pécresse, croient régler le problème de l'insécurité sans régler la mère de tous les problèmes de sécurité, l'immigration, trompent les Français ! »

Et de marteler : « C'est la raison pour laquelle je propose l'immigra-

tion zéro. Je dis bien : zéro ! Je suis le seul à proposer cela. Il faut mettre un terme aux flux migratoires. »

### « Les policiers auront le droit de se défendre »

Il embraye : « Je veux aussi une justice impitoyable. Pour cela, premièrement, je rétablirai les peines plancher qui ont existé dans le Code [pénal] jusqu'en 1994. Deuxièmement, je supprimerai les réductions de peine. C'est devenu absolument scandaleux ! Pour les crimes les plus graves, il faut rétablir une véritable perpétuité. Aujourd'hui, le maximum, c'est dix-huit ans. Il est aussi nécessaire de

régler le problème des places de prison. Il y a 25 % d'étrangers parmi les 60 000 prisonniers ; ils n'ont rien à faire chez nous. Si on les renvoie dans leur pays, on libère immédiatement entre 10 000 et 15 000 places. »

Pour les policiers, Eric Zemmour propose l'instauration d'une mesure inspirée du droit suisse dite de « défense excusable ».

« Il n'y aura plus de notion de riposte proportionnelle, assure-t-il. Les agents auront vraiment le droit de se défendre. S'ils sont pris dans un guet-apens, ils pourront tirer. Et ça, ça va changer le rapport de force avec les racailles ! »

## Les juges « politisés » dans son viseur

Eric Zemmour réclame l'abrogation de la loi Pleven de 1972, qui a créé le délit d'injure à caractère raciste et dont il a subi les foudres à plusieurs reprises. Estime-t-il que le racisme ne doit plus être un délit ?

« Cette loi permet à des associations d'instrumentaliser la justice pour abattre ses adversaires politiques en prétendant qu'ils sont racistes, répond le candidat. Elle est devenue liberticide parce qu'elle a été dévoyée par des juges et des associations politisés. »

Revivez l'intégralité de l'interview d'Eric Zemmour, hier au groupe Nice-Matin en flashant ce QR code



## Un accueil hostile lors de sa visite à Menton

« Plus d'amour, moins de Zemmour » « Virez les fachos. » « Zemmour rentre chez toi ! » Le ton est donné. En pancartes, en slogans. Le message est clair : Eric Zemmour n'est pas le bienvenu à la frontière. Deux-cents manifestants sont venus le scanner, hier après-midi, à Menton. 15 h. Le cortège s'élance du campus de Sciences Po Menton. Direction le poste-frontière Saint-Louis, via le littoral. L'association Refugee help a appelé à une marche pacifique, soutenue par des organisations d'aide aux migrants. L'agriculteur militant Cédric Herrou est venu les soutenir aussi.

Dans la montée vers la frontière, un cordon de gendarmerie. On ne passe plus. Étudiants, anarchistes, militants antifascistes dénoncent à pleins poumons la venue d'Eric

Zemmour. « Une pure provocation. On refuse les discours haineux », fulminent Lucile Bourrin, 17 ans, et Addad Bounia, 19 ans, militantes SOS Racisme.

### « Quelle est sa légitimité ? »

Certains voudraient engager le débat. Cédric Herrou invite les manifestants à désigner quatre porte-parole. « Je voudrais demander à Eric Zemmour quelle est sa légitimité à concourir à l'élection présidentielle, alors qu'il vient d'être condamné pour incitation à la haine », explique Sania, de l'association antiraciste Alwanat. À ses côtés, Roméo s'indigne de le voir « piétiner les valeurs de la République, spécialement la fraternité ».

Mais la rencontre n'aura pas lieu. Le candidat d'extrême-droite et son



Deux camps se sont ré pondus à Menton. (Photo Cyril Dodergny)

staff de campagne arrivent par une autre route. « Zemmour président ! », lui lance une trentaine de partisans. Leur champion les salue en souriant. Puis il s'entretient avec des policiers, à l'abri des regards, à bonne distance des manifestants.

Ici encore, on croise un agriculteur militant. Mais de l'autre bord. « Tous les jours, je vais foutre dehors des sans-papiers qui envahissent mes terrains », fulmine-t-il. Les manifestants ? « Des connards », à ses yeux. « Moi, j'ai fait la guerre d'Algérie. J'ai combattu pour mon pays. Les fascistes, c'est eux ! »

### « Ennemis de la France »

Alexandra, 27 ans, et Valentine, 20 ans, partagent le constat, à défaut d'être aussi crues. Militantes de génération Z, elles s'indignent de ce comité d'accueil hostile. « Ils ont le droit de ne pas être d'accord, pas de bloquer les voitures. Nous, on n'irait pas perturber un meeting de M. Mélenchon ou M<sup>me</sup> Pécresse... » Ces jeunes femmes enchaîneront photos et dédicaces avec leur cham-

pion. À sa sortie de la police aux frontières, Eric Zemmour se prête au jeu des selfies. Avant cela, il déroule son programme-sulfateuse, répondant aux questions bienveillantes du syndicat France police-policiers en colère. Devant les médias, il proclame son intention de rétablir « les charters collectifs », de couper les fonds aux associations « qui harcèlent les policiers », « des ennemis de la France » à ses yeux. Ennemis de la France ? Deux-cents mètres plus bas, l'attaque n'atteint pas Azra Ersevik, 18 ans, étudiante à Sciences Po, drapeau tricolore sur le dos. « L'ennemi de la France, c'est M. Zemmour ! » La nuit tombe. Le candidat est parti. Deux mondes se sont frôlés sans se croiser. Une autre frontière.

CHRISTOPHE CIRONE